

Le budget 2015, adopté, l'austérité continue

Le premier round de la discussion budgétaire s'est achevé mardi avec le vote du projet de budget pour 2015 par les députés. Un texte supplémentaire d'austérité et de cadeaux au patronat a donc été approuvé ; une minorité de députés socialistes s'est abstenue

Le fil directeur de tous les textes budgétaires de cet automne (budget de l'Etat pour 2015, budget rectificatif de 2014, PLFSS), c'est le pacte de responsabilité, qui accorde aux entreprises 40 milliards d'euros d'ici à 2017. Malgré la baisse des dépenses publiques (de l'Etat, de la Sécurité sociale et des collectivités territoriales) de 21 milliards d'Euros, il en résultera en 2015 d'après les prévisions gouvernementales un déficit public de 4,3% du Produit intérieur brut –PIB- (contre 4,4% cette année). De plus ce budget est construit sur une hypothèse de croissance de 1% en 2015 (après 0,4% cette année), d'ores et déjà mise en doute.

Les « frondeurs » du PS ont donc continué à « fronder », c'est-à-dire à ne pas s'opposer. Du coup, le MEDEF avec Gattaz repart à l'attaque et demande la suppression de l'impôt sur la fortune : pourquoi se gêner ? Les sommets syndicaux sont malheureusement aux abonnés absents ou négocient des reculs. Il faudra en fait d'autres manifestations comme celles du 15 novembre, rassemblant largement les associations, les organisations syndicales et politiques, et une convergence des luttes sociales pour mettre en échec une politique qui considère le chômage comme un « dommage collatéral » secondaire et fait monter le Front national.

NPA65, TARBES, le 18 novembre 2014